



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Le Préfet des Côtes d'Armor

Direction départementale de la
protection des populations

Service prévention des risques environnementaux

IC n° 2007/2004
GIDIC : 0522-04546
MTB

ARRETE modificatif
portant autorisation environnementale
d'une installation classée
pour la protection de l'environnement
le Préfet des Côtes d'Armor

- VU le Code de l'environnement et ses annexes ;
- VU l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017, notamment l'article 15 ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 14 mars 2014 établissant le cinquième programme d'actions régional à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 26 novembre 1997, modifié le 20 octobre 2008 autorisant Monsieur Jérôme LEGEMBLE à exploiter lieu-dit l'équily à Plumaugat, un élevage porcin de 2 657 places animaux équivalents;
- VU la demande présentée le 7 décembre 2016 et complétée le 24 mars 2017 par l'EARL DE L'EQUILY représentée par Monsieur Jérôme LEGEMBLE, en vue d'effectuer à Plumaugat lieu-dit l'équily :
- l'extension de l'élevage porcin qui va passer de 2 657 à 3 961 places animaux équivalents et qui doit entraîner
 - la construction d'une porcherie de 1 920 places d'engraissement sur caillebotis intégral et d'un local de préparation avant l'embarquement, le tout situé à plus de 100 mètres de tiers,
 - le réaménagement des porcheries existantes,
 - la construction d'une fosse à lisier circulaire supplémentaire de 3033 m³ utiles à plus de 100 mètres des tiers,
 - la construction d'un hangar de station de traitement du lisier pour accueillir la centrifugeuse,
 - et la mise à jour de la gestion des déjections;
- VU la saisine de l'autorité environnementale le 18 avril 2017 ;
- VU la saisine de la direction départementale des territoires et de la mer le 9 mai 2017 ;
- VU la saisine du service départemental d'incendie et de secours le 9 mai 2017 ;
- VU la saisine de l'agence régionale de la santé le 9 mai 2017 ;
- VU la consultation des conseils municipaux de Plumaugat, Caulnes, Saint-Jouan-de-L'Isle et Quédillac ;
- VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 8 août 2017 au 8 septembre 2017 et le registre d'enquête tenu à disposition du public à la mairie de Plumaugat pendant toute la durée de l'enquête pour y porter ses observations ;

- VU** le résultat de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du commissaire enquêteur ;
- VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 05 décembre 2017 ;
- VU** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 22 décembre 2017 ;

CONSIDERANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que la demande concerne l'augmentation du cheptel porcin et la mise à jour du plan d'épandage et que le nombre de places animaux équivalents va passer de 2 657 à 3 961 soit une augmentation de 1 304 places animaux équivalents;

CONSIDERANT que le nombre de places doit nécessiter la création d'un bâtiment d'élevage, d'un hangar pour héberger la centrifugeuse et d'une fosse de stockage des lisiers;

CONSIDERANT que la totalité des lisiers sur l'exploitation doivent être traités et que les refus de centrifugation issus du traitement doivent être dirigés via la société FERTIVAL vers le CEDV;

CONSIDERANT que les ouvrages de stockage de l'exploitation sont suffisamment dimensionnés pour respecter les périodes d'interdiction d'épandage;

CONSIDERANT que les pressions azotées et phosphorées sont conformes au programme d'action de la directive "nitrates";

CONSIDERANT que l'exploitation est en mesure de respecter l'équilibre de la fertilisation;

CONSIDERANT que l'installation doit disposer d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 30 m³ équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée pour lutter contre l'incendie;

CONSIDERANT que l'EARL DE L'EQUILY a répondu aux observations faites par le commissaire enquêteur et les services consultés et qu'elle a déposé une demande de dérogation aux valeurs limites d'émission d'ammoniac en date du 1^{er} août 2017 conformément à l'article R.515-68 du code de l'environnement;

CONSIDERANT que la demande d'autorisation déposée avant le 1^{er} mars 2017, a été instruite selon les dispositions législatives et réglementaires dans leur rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 susvisée ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes d'Armor ;

ARRÊTE

Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

- L'arrêté préfectoral du 20 octobre 2008 est abrogé.

- Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 1997 sont modifiées ainsi qu'il suit :

1.1. - L'EARL de L'EQUILY, ci-après dénommé l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit "l'Equily" sur la commune de PLUMAUGAT est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à cette adresse, un élevage porcin dont la capacité maximale est de 2 496 emplacements pour les porcs de production de plus de 30 kg et 3 961 animaux équivalents.

1.2. - Nature des installations

1.2.1. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature

Rubrique	Alinéa	A, E, D, N C	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
3660	b) c)	A	Élevage intensif	Élevage de porcs	Nombre total d'emplacements	b) > 2000 c) > 750	1 place = 1 emplacement	2496	Emplacements
2102	1)	A	Élevage, vente, transit, etc. de porcs	Élevage	Classé au titre de la rubrique n° 3660		Reproducteur = 3 AE Porcs à l'engraissement et les jeunes femelles = 1 AE Porcelet sevré = 0,2 AE	3961	AE

A : (autorisation) ; E (enregistrement) ; DC (déclaration en contrôle périodique) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Au sens de l'article R.515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont les suivantes :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite "IED"	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Élevage intensif de volailles ou de porcs : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles b) Avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg) c) Avec plus de 750 emplacements pour les truies	3660	6.6. a) b) ou c)	Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la Commission du 15 février 2017, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs

"L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les meilleures techniques disponibles (MTD) économiquement acceptables les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau."

1.2.2. - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et section suivantes :

Commune	Type d'élevage	Section	Parcelles
PLUMAUGAT	Porcin	D	1366, 1368, 1373 et 1376

1.2.3. - Effectifs autorisés

Type de production	Places animaux équivalents	Effectif maximum en présence simultanée	Effectif moyen annuel (truies, verrats, cochettes saillies) ou production annuelle (porcelets, porcs charcutiers et cochettes non saillies)
Truies, verrats, cochettes saillies	PAE maternité : 252 PAE gestante-verraterie : 879	377	330
Porcs charcutiers (> 30 kg)	2496	2496	8322
Porcelets	315	1576	8760
Quarantaine	19		

1.2.4. - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier présenté par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les autres réglementations en vigueur".

Article 2 : Sécurité

2.1. - L'installation électrique est conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2. - L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

2.3. - Compte tenu des éléments transmis dans le dossier, les besoins en eau destinés à la lutte contre l'incendie doivent être réalisés de manière à disposer simultanément et en permanence d'un débit de 105 m³/heure soit 210 m³.

1/3 des besoins doit être fourni par le réseau public (poteaux ou bouches d'incendie).

Sur le site, les ressources en eau recensées pour faciliter la mise en oeuvre des secours sont :

- une lagune de 1700 m³;

Le complément des besoins doit être fourni par une réserve d'eau de 30 m³ située à moins de 200 mètres du ou des bâtiments à protéger.

Les réserves doivent :

- être disponibles en toute saison,
- être espacées les unes des autres de 400 m maximum et ne pas excéder 1 000 mètres du point à défendre par voie carrossable,
- être signalées,
- être accessibles en permanence aux engins de lutte contre l'incendie,
- contenir de l'eau non chargée en sédiments et particules (dernière lagune avant rejet dans le milieu récepteur),
- disposer d'une aire de stationnement de 32 m² (8*4) permettant la mise en aspiration d'un engin d'incendie ou de 12 m² (4*3) pour une motopompe remorquable.

Article 3 : Prescriptions particulières concernant l'élevage de porcs

3.1. - répartition de l'élevage

Conformément aux plans et données techniques annexées à la demande, l'élevage est composé de :

- une unité de traitement des lisiers comprenant :

- une séparation de phase en tête (produisant deux coproduits ci-après dénommés "lisier centrifugé" et "résidus organiques";
- un hangar de stockage du résidu organique;
- un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées;
- une séparation du lisier centrifugé traité par décantation secondaire des boues (produisant deux coproduits ci-après dénommés "lisier centrifugé traité décanté" et "effluent épuré";
- une fosse de stockage du lisier centrifugé traité décanté;
- une lagune de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement doit traiter la totalité du lisier produit annuellement par l'élevage ci-dessus, à savoir : 7210 m³ de lisier brut correspondant à 25 792 kg d'azote organique.

3.2. - Effectifs

Les porcs qui ne sont pas engraisés dans l'élevage doivent faire l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement, ...). Si l'exploitant fait engraisser des porcs à façon, il doit s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

3.3. - Alimentation biphase

3.3.1. - L'alimentation biphase est maintenue en place à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

3.3.2. - L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures, ...) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents doivent être conservés pendant cinq ans.

Article 4 : Prescriptions particulières concernant l'exploitation de l'unité de traitement des lisiers

4.1. - Les inspecteurs des installations classées ont constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

4.2. - Aux fins de suivi de fonctionnement de l'installation sont placés :

- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier centrifugé entrant dans le réacteur biologique;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des additifs incorporés;
- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans la centrifugeuse;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits;
- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume du lisier centrifugé traité décanté produit;
- un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit;
- un système d'enregistrement pour comptabiliser le volume du lisier brut restant à épandre;
- un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération;
- un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

4.3. - Une alarme visuelle ou sonore doit être installée pour prévenir l'exploitant en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

4.4. - Les prélèvements ou échantillonnages en vue des bilans matières sont effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact. Toute modification de ce protocole doit être communiquée au service des installations classées.

4.5. - Débits et flux de pollution

4.5.1. - Entrant dans la centrifugeuse

Lisier brut	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen
Volume	7 210 m ³	19, 8 m ³
N Global	25 792 kg	70, 6 kg
P205	16 371 kg	44, 9 kg
M.E.S.	232 350 kg	

4.5.2. - Entrant dans le secteur biologique

Lisier centrifugé	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen
Volume	5 589 m ³	15, 3 m ³
N Global	16 734 kg	45, 8 kg
P205	2 759 kg	7, 55 kg
M.E.S.	42 527 kg	

4.6. - Débits et flux de pollution relatifs aux coproduits

4.6.1. - Coproduits à transférer

Résidus organiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Tonnage	577 t	1, 6 t
N Global	5 932 kg	16, 2 kg
P205	13 097 kg	35, 9 kg

4.6.2. - Lisier centrifugé à épandre

Lisier centrifugé	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	1 044 m ³	2, 8 m ³
N Global	3 126 kg	8, 5 kg
P205	515 kg	1, 4 kg

4.6.3. - Effluent à épandre

Effluent	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	4 158 m ³	11, 3 m ³
N Global	1 040 kg	2, 8 kg
P205	1 455 kg	4 kg

4.6.4. - Lisier traité décanté à épandre

Lisier traité décanté	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	1 040 m ³	2, 8 m ³
N Global	3 981 kg	10, 9 kg
P205	1 303 kg	3, 5 kg

4.7. - Autosurveillance

4.7.1. - Suivi

L'exploitant doit procéder quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement;
- relevé du volume de lisier brut entrant dans la centrifugeuse;
- relevé du volume de lisier brut centrifugé entrant dans le réacteur.

L'exploitant doit procéder hebdomadairement aux opérations suivantes :

- relevé du volume de résidus organiques produits;
- relevé du volume de lisier centrifugé traité décanté produit;
- relevé du volume de lisier brut restant à épandre;
- relevé du volume d'effluent épuré produit;

▪ relevé des compteurs (consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase, ...).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (période de "mise en marche"), des tests rapides NH₄/N₀₃ sont réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire est suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides sont consignés par l'exploitant sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement doit y être mentionnée. Ce cahier est tenu à disposition du service des installations classées.

4.7.2. - Bilan de l'autosurveillance

Un bilan annuel de l'autosurveillance est réalisé par l'exploitant lui-même ou par plusieurs prestataires techniques selon le choix de l'exploitant. Cette validation de l'autosurveillance consiste à :

- effectuer un contrôle de l'étanchéité et de l'intégrité de la totalité des ouvrages de stockage et de traitement, des vannes, canalisations aériennes ou enterrées;
- effectuer un contrôle des débitmètres à l'aide d'un débitmètre à effet Doppler ou par contrôle des niveaux de marnage en fosse;
- effectuer un contrôle de fonctionnement des alarmes de la station de traitement et du dispositif d'irrigation;
- produire une synthèse annuelle du fonctionnement de la station à partir des bilans matières et des analyses réalisées.

Les rapports des organismes tiers détaillant les points contrôlés, les conclusions de cette autosurveillance et les opérations éventuelles de maintenance sont conservées par l'exploitant.

4.8. - Autosurveillance : bilan matière

4.8.1. - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'exploitant doit procéder ou faire procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprend au moins :

- un bilan des volumes du lisier brut entrant dans la centrifugeuse;
- un bilan des volumes du lisier brut centrifugé entrant dans le réacteur biologique;
- un bilan des volumes du lisier brut restant à épandre;
- un bilan des volumes des différents coproduits;
- une analyse du lisier brut (MES, NK, Pt, K₂₀). L'échantillon est représentatif du lisier (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses);
- une analyse du lisier centrifugé (MES, NK, Pt, K₂₀);
- une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt, K₂₀). L'échantillon est prélevé dans le tas de stockage des résidus;
- une analyse du lisier centrifugé traité décanté (MES, NK, Pt, K₂₀). L'échantillon est prélevé dans la fosse de stockage;
- une analyse de l'effluent épuré (MES, N global, Pt, K₂₀). L'échantillon est prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent;

Les analyses sont réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le ministère en charge de l'environnement.

Les échantillons prélevés sont représentatifs de la masse globale à analyser. Ils sont effectués après brassage ou mélange de plusieurs prélèvements élémentaires. Les échantillons constitués sont réfrigérés et acheminés au laboratoire sous 48 heures au maximum.

Les bilans sont adressés bimestriellement par l'exploitant au service des installations classées. Ils sont annexés au cahier d'exploitation.

4.8.2. - Au terme de cette année de "mise en charge", le service des installations classées émet un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes précités sont effectués deux fois par an (à au moins trois mois d'intervalle). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de "mise en charge" est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis est donné au terme de 6 mois.

4.8.3. - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (modification importante du process), la procédure correspondant à la "mise en charge" est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

4.9. - Assistance technique

Si l'exploitant a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'exploitant.

Article 5 : Prescriptions particulières en matière de stockage et d'épandage des coproduits et lisiers bruts

5.1. - Tous les ouvrages de stockage (lisiers bruts, lisier centrifugé traité décanté, effluent épuré) et le réacteur biologique de 7 314 m³ doivent être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

5.2. - L'effluent épuré est utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :

- l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins;
- les conditions météorologiques doivent être favorables (vents faibles ou nuls);
- la pression doit être basse (2, 5 bars maximum en sortie de buse);

L'exploitant est tenu d'installer et d'assurer le fonctionnement de dispositifs d'arrêt automatique de sécurité au niveau du système d'irrigation de l'effluent épuré.

5.3. - Les épandages de lisiers bruts et de coproduits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré sont consignés dans un cahier d'épandage conformément aux plans et données techniques annexés. Ce cahier d'épandage est annexé au cahier d'exploitation.

5.4. - Pour les coproduits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement est tenu par l'exploitant mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement sont annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise n'est pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants ou de sa rupture, l'exploitant doit trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

Les produits obtenus ne peuvent en aucun cas être épandus dans des communes antérieurement situées en zone d'excédent structurel ni dans des communes situées en bassins versant algues vertes excepté celles situées en baie de la Forêt-Fouesnant.

5.5. - Le transport des lisiers bruts, des coproduits et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements. Tous ces transferts sont consignés sur le cahier d'épandage.

Article 6 : Prescriptions particulières en matière de mise en service et dysfonctionnements de l'unité de traitement

6.1. - L'unité de traitement est déjà construite et en fonctionnement en ce qui concerne le réacteur biologique. La mise en service de la centrifugeuse ainsi que les modifications à apporter à l'unité de traitement, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, doivent être réalisées dans un délai de 6 mois à compter de la date du présent arrêté.

6.2. - En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier est stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées est immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des coproduits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage sont réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

Article 7 : Nuisances olfactives et acoustiques

L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives et sonores susceptible de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif et/ou acoustique de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

Article 8 : Prescriptions particulières relatives liées aux épandages

L'exploitant doit disposer des matériels nécessaires à la mise en oeuvre de l'épandage sur céréales soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

Article 9 : Dérogations aux niveaux d'émissions associés aux MTD

9.1. - La demande de dérogation au titre de l'article R.515-68 du code de l'environnement ne concerne que les installations dont l'activité est visée par les rubriques 3660 de la nomenclature ICPE, qui sont couvertes par les conclusions sur les MTD associées et qui ne parviendront pas à l'issue des 4 ans après publications des conclusions sur les MTD à atteindre les NEA-MTD.

9.2. - La procédure de dérogation doit être utilisée, dans le cadre d'une demande d'autorisation, d'une demande substantielle ou d'un réexamen, pour les cas où les NEA-MTD, mentionnés dans les conclusions sur les MTD ne sont pas atteignables ou lorsque l'atteinte de ces niveaux d'émission entraînerait une hausse des coûts disproportionnés peut provenir :

- de l'implantation géographique de l'installation concernée ou des conditions locales de l'environnement;
- des caractéristiques techniques de l'installation concernée.

9.3. - La mise en oeuvre de MTD doit consister à choisir des techniques les plus efficaces pour atteindre un niveau général élevé de protection de l'environnement dans son ensemble.

Le laveur d'air doit être installé sur le bâtiment en projet en raison d'un rapport coût/efficacité plus favorable.

Il doit permettre de réduire la consommation d'énergie par porc produit notamment par l'isolation du bâtiment et l'amélioration de l'ambiance des salles.

Considérant que la performance globale sur le site d'élevage après projet doit permettre de garantir un niveau de résultat supérieur à ce qu'exige le niveau de VLE bâtiment par bâtiment.

9.4. - Dans tous les cas, l'obtention d'une dérogation ne dispense pas l'exploitant de mettre en oeuvre une combinaison de technique de prévention et/ou de réduction des émissions la plus pertinente vis-à-vis des performances environnementales et des caractéristiques technico-économiques visant à se rapprocher des NEA-MTD;

9.5. - Par ailleurs, l'obtention d'une dérogation au titre de l'article R.515-68 du code de l'environnement ne vaut pas dérogation à une disposition relevant d'un autre chapitre de la directive ou d'un arrêté ministériel applicable à l'installation (par exemple, une VLE de l'AM du 02/02/98). Le cas échéant, une autre procédure est à conduire en parallèle.

9.6. - En application du document de référence (Bref) publié au journal officiel de l'Union Européenne le 21 février 2017, décision d'exécution UE 2017/302 de la commission du 15 février 2017, les bâtiments doivent respecter les NEA/MTD correspondant aux unités nouvelles. Concernant les émissions d'ammoniac provenant de l'ensemble des bâtiments d'élevage de porcs, une démonstration de calcul des VLE (valeurs limites d'émissions) par catégorie animale en Kg NH₃/emplacement et par an doivent être présentées.

Conformément à l'article 2 sur les émissions d'ammoniac provenant des bâtiments d'hébergement de porcs de production :

NEA-MTD pour les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement de porcs

Paramètre	Catégorie animale	NEA-MTD (1) (kg NH ₃ /emplacement/an)
Ammoniac exprimé en NH ₃	Truies en attente de saillie et truies gestantes	0,2 - 2,7 ⁽²⁾ ⁽³⁾
	Truies en maternité (y compris porcelets) en cages	0,4 - 5,6 ⁽⁴⁾
	Porcelets en post-sevrage	0,03 - 0,53 ⁽⁵⁾ ⁽⁶⁾
	Porcs de production	0,1 - 2,6 ⁽⁷⁾ ⁽⁸⁾

(1) La valeur basse de la fourchette est associée à l'utilisation d'un système d'épuration d'air.

(2) Pour les unités existantes utilisant une fosse profonde en association avec des techniques de gestion nutritionnelle, la valeur haute de la fourchette des NEA-MTD est de 4,0 kgNH₃/emplacements/an.

(3) Pour les unités utilisant la MTD 30.a6, 30.a7 ou 30.a11, la valeur haute de la fourchette des NEA-MTD est de 5,2 kg NH₃/emplacements/an.

(4) Pour les unités existantes utilisant la MTD30 a0 en association avec les techniques de gestion nutritionnelle, la valeur haute de la fourchette des NEA-MTD est de 7,5 kg NH₃/emplacements/an.

(5) Pour les unités existantes utilisant une fosse profonde en association avec des techniques de gestion nutritionnelle, la valeur haute de la fourchette des NEA-MTD est de 0,7 kg NH₃/emplacements/an.

(6) Pour les unités utilisant la MTD 30.a6, 30.a7 ou 30.a8, la valeur haute de la fourchette des NEA-MTD est de 0,7 kg NH₃/emplacements/an.

(⁷) Pour les unités existantes utilisant une fosse profonde en association avec des techniques de gestion nutritionnelle, la valeur haute de la fourchette des NEA-MTD est de 3, 6 kgNH₃/emplacements/an.

(⁸) Pour les unités utilisant la MTD 30.a6, 30.a7, 30.a8 ou 30.a16, la valeur haute de la fourchette des NEA-MTD est de 5, 65 kg NH₃/emplacements/an.

Ces NEA-MTD ne sont pas nécessairement applicables à la production animale biologique. La surveillance associée est indiquée dans la MTD 25.

Article 10 : Prescriptions particulières aux puits et forages existants

L'exploitant est autorisé à prélever via le forage existant sur la section D3 parcelle 1373 qui doit répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 11 août 2016 fixant les dispositions applicables aux puits et forages, notamment :

- Les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage : la protection de la tête de forage doit être assurée par une dalle de propreté de 3 m² minimum centrée sur l'ouvrage et de 0.3 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage.
- Un compteur volumétrique doit être installé;
- Un disconnecteur doit être installé si l'installation est raccordée à un réseau public.

En cas d'abandon de l'ouvrage, celui-ci doit être comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon doit être signalé au service chargé de l'inspection des installations classées.

Article 11 : Dispositions communes

La présente autorisation, accordée sous réserve de droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cesse d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans un délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession.

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

Article 12 : Affichage

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Plumaugat pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Plumaugat pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- adressée à chaque conseil municipal consulté;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture pendant un mois.

Un avis est inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux d'annonces légales du département.

Article 13 : Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour le pétitionnaire ;
- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

Article 14 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, la Sous-préfète de Dinan, le maire de Plumaugat et le directeur départemental de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée au pétitionnaire pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi que pour information aux maires de Saint-Jouan de l'Isle, Caulnes, Quédillac.

Saint-Brieuc, le 15 JAN. 2018

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,



Béatrice Obara

